

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

J.Ella Ekogha: "L'action publique doit porter des fruits à court et long termes"

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

C'EST l'intime conviction du porte-parole de la présidence de la République, Jessye Ella Ekogha, qui a effectué sa première sortie de l'année 2020, hier au palais du Bord de mer de Libreville. Une première sortie médiatique durant laquelle, le conseiller spécial en charge de la communication présidentielle n'a pas dérogé à la règle. Après avoir présenté ses vœux les meilleurs aux hommes et femmes des médias, il est revenu sur les dernières activités présidentielles. Occasion toute trouvée d'évoquer le dernier discours à la Nation du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, le 31 décembre dernier. "Reprenant la devise nationale, le président de la République a insisté sur les valeurs d'unité, gage de stabilité et de vivre-ensemble."



Photo: DRI/L'Union
Jessye Ella Ekogha, porte-parole de la présidence de la République

les dirigeants aux populations, de justice sociale à travers une meilleure répartition des fruits de la croissance" a-t-il martelé. Avant d'ajouter: "Les peuples expriment les mêmes attentes vis-à-vis de leurs dirigeants. D'abord, une demande d'autorité qui implique l'exigence d'exemplarité et de probité. Ensuite, une demande d'efficacité. L'action publique doit porter des fruits à long terme mais aussi à court terme, c'est d'ailleurs ce qu'a ordonné le président de la République au Premier ministre". Le dialogue social, initié entre le gouvernement et les centrales syndicales dans le cadre de l'élaboration de la mouture du nouveau Code du Travail, a aussi retenu l'attention de l'orateur du jour. Le porte-parole de la

présidence de la République est d'avis que, "c'est par le dialogue et non la confrontation que l'on parviendra à réformer le pays", comme un clin d'œil à la contestation actuellement nourrie par certaines centrales syndicales. Mois de janvier très chargé pour Ali Bongo Ondimba sur le plan diplomatique, avec les récentes visites d'un certain nombre de personnalités au numéro un gabonais. La dernière en date étant celle du président togolais, Faure Essozimna Gnassingbe. Un agenda que n'a pas manqué de relever Jessye Ella Ekogha, non sans évoquer la poursuite de l'instruction relative à l'opération "Scorpion". ce dernier de préciser que les personnes incriminées seront bel et bien jugées par les juridictions gabonaises.

L'Udere affirme son ancrage dans la majorité présidentielle

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

PROFITANT de l'installation des structures de base dans le Haut-Ogooué, Victor Missanda, président de l'Union démocratique et républicaine (Udere), a édifié les nouveaux militants sur l'idéologie et l'appartenance du parti à la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence C'est ce qui ressort de l'Assemblée générale de l'Union démocratique et républicaine (Udere) qui vient de se tenir à Moanda dans la province du Haut-Ogooué. Dans un premier temps, son président, Victor Missanda, a fait aux militants de la ville minière, le compte rendu du premier congrès de cette formation politique qui s'est tenu le 19 octobre dernier.

On se souvient que ledit congrès a scellé l'identité de l'Udere avec l'adoption définitive de l'idéologie, de la charte et du logo. Occasion également pour Victor Missanda de clamer haut et fort l'appartenance de l'Udere à la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence, un regroupement soutenant l'action du président de la République, Ali Bongo Ondimba.

Faisant d'une pierre deux coups, Victor Missanda en a profité pour installer les structures de bases dans la province du Haut-Ogooué. Désormais cette province dispose d'un bureau, chapeauté par André Moukeyi, secrétaire provincial. Dans la même foulée, les membres des bureaux communal et départemental ont été installés dans leurs nouvelles fonctions. Une opération que le directoire de l'Udere compte poursuivre dans les prochains jours à travers les provinces de la Nyanga et du Moyen Ogooué. Objectif: implanter le parti sur l'ensemble du territoire national.



Photo: DRI/L'Union
Victor Missanda, président de l'Udere, installant une responsable de structure de base.

Entre nous soit dit: Et la psychose créa l'horreur et l'effroi

Il faut craindre que nous n'arrivions à un cycle qui débouchera sur une surenchère dans laquelle l'irrationnel autorisera toutes les horreurs.

La psychose est déjà là. La sordide et crapuleuse affaire désormais dite du petit Rinaldi à Bitam, conduit aujourd'hui à un phénomène, qui fait place à une exploitation outrancière et fantaisiste par des irresponsables sur les réseaux sociaux.

Un décompte macabre nous est fait quotidiennement. Les enlèvements et disparitions d'enfants ne se comptent plus. La seule réalité dans tout cela est la douleur et la souffrance des parents et proches, qui se trouvent malheureusement confrontés à ces situations quand elles sont avérées. L'irruption de la justice populaire est constatée partout à travers Libreville. Il y a déjà lynchage et peut-être mort d'homme, par les foules hystériques et remontées avec une colère, dont on ne sait pas encore situer

les fondements.

Barricades et entraves à la circulation sont observées çà et là. Il faut reconnaître que la communication officielle faite récemment, loin de rassurer, a plutôt laissé la désastreuse impression, si ce n'est d'un déni de réalité, mais d'une minorisation de ce tragique événement. L'inquiétude ne devrait pas venir d'une vague d'enlèvements, mais de l'évidence du fait, car une seule disparition d'enfant devrait susciter et rencontrer la plus ferme réprobation ainsi qu'une condamnation sans équivoque.

Il faudra tout autant, traquer et châtier les prédateurs qui se livrent à ces actes abominables et ignobles, que la faune stupide abritée derrière les réseaux sociaux, qui en fait un usage stupidement ludique. Dans ce climat social en surchauffe, toute étincelle est à craindre. Il nous revient déjà, que les parents ont décidé de garder les enfants à la maison, dès la semaine prochaine. Par ce fait, l'arrêt

des cours viendrait renforcer et légitimer le mécontentement.

Nous ne verserons pas dans des approches complotistes. Les conséquences d'une justice populaire peuvent mener à plus d'atrocités, et à une accentuation de l'effroyable.

Il est du devoir de l'autorité publique, de se saisir de ce dossier. De prendre des mesures drastiques. De poursuivre avec acharnement les criminels auteurs de ces actes. Le destin de nos enfants ne saurait se résoudre à finir, comme ingrédients et accessoires de pratiques obscurantistes.

Qui saurait situer la frontière entre l'exacerbation et la manipulation? Comment faire le deuil de ces innocents morts sans cause? Que le glaive de la justice agisse, pour ce sang qui crie vengeance.

Teddy Ossey*

*Chroniqueur